

# LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Février 2024

Après les nombreuses crises sanitaire (COVID), géopolitiques (conflits en Ukraine et au Moyen-Orient) et économiques (inflation) qui ont été observées depuis 2020, l'économie insulaire confirme sa résilience.

Après le fort rebond de 2022, l'année 2023 se caractérise par un ralentissement de l'activité, comme au niveau mondial et national. Le « pouls de l'économie insulaire bat au ralenti » sans entrer en récession.

En 2024, tous les secteurs demeurent très prudents face aux incertitudes qui pèsent sur les évolutions économiques. Ils anticipent une faible évolution de l'activité. Pour autant, l'économie insulaire dispose, avec les derniers investissements et recrutements, d'une capacité de production sous-utilisée qui permettra de répondre rapidement à une demande plus active.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

## Contexte National

### Contexte national : l'économie française résiliente devant la forte inflation

**Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique), l'économie mondiale a résisté en 2023. L'inflation a reflué plus rapidement que prévu suite au pic de 2022, avec un impact moins important qu'attendu sur l'emploi et l'activité.** Ainsi selon le [FMI \(WEO de janvier 2024\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,1 % en 2023. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,5 % en 2023, après une hausse de 3,4 % en 2022.

En France, sur l'ensemble de l'année 2023, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parviendrait à sortir progressivement de l'épisode de forte inflation sans récession. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post Covid-19, notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication et, dans une moindre mesure, les services financiers, aux entreprises et aux ménages. Le secteur de l'industrie a lui aussi rebondi après la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. Toutefois l'activité a stagné au second semestre, touchée par le ralentissement du secteur de l'énergie après un début d'année très allant, la baisse du secteur de la construction, et un moindre dynamisme des services marchands.

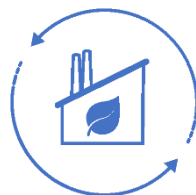
**Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2023, l'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. En 2024, la croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.**

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022 et jusqu'à mi 2023. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Par conséquent, le taux de chômage augmenterait jusqu'en 2025 pour atteindre 7,8 % de la population active. Cette hausse a déjà débuté au troisième trimestre 2023 à 7,4 %, après 7,2 % au deuxième trimestre. En 2026, l'économie française renouerait avec les créations nettes d'emplois, à la faveur d'une croissance du PIB plus forte. Le taux de chômage recommencerait à se réduire pour atteindre 7,5 % au quatrième trimestre 2026.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,5 % en 2024. L'inflation totale baisserait nettement sur l'ensemble de l'horizon de prévision, aidée par les prix de l'énergie ; mais l'inflation sous-jacente (IPCH hors énergie et alimentation) se replierait également quoiqu'un peu plus lentement. En l'absence de nouveau choc sur les matières premières importées, l'inflation totale reviendrait vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 % au plus tard d'ici 2025 et se maintiendrait ensuite à un rythme un peu inférieur.

**Dans un contexte toujours marqué par la forte inflation, l'Eurosystème a poursuivi ses hausses de taux directeurs pour atteindre un taux de dépôt à 4 % en septembre 2023, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.**

## Chiffres clefs



**Chiffre d'affaires**

**2023 :** +1,9%

**2024 :** +0,4%

**Effectifs**

**2023 :** +2,4%

**2024 :** +0,1%



**Chiffre d'affaires**

**2023 :** +1,6%

**2024 :** +1,1%

**Effectifs**

**2023 :** +2,1%

**2024 :** +2,2%



**Production totale**

**2023 :** +2,0%

**2024 :** -3,0%

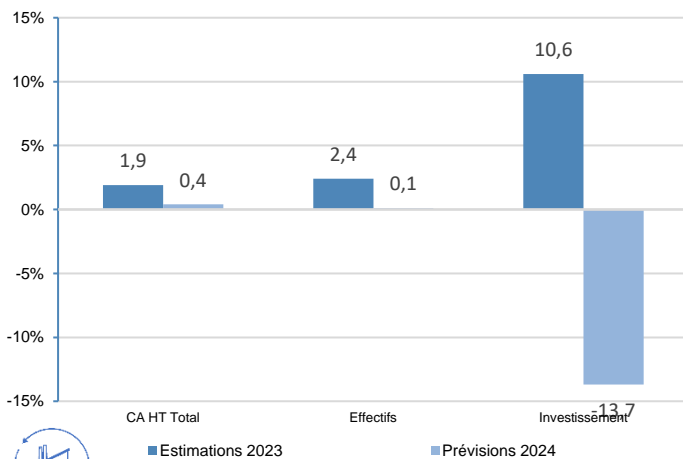
**Effectifs**

**2023 :** +1,9%

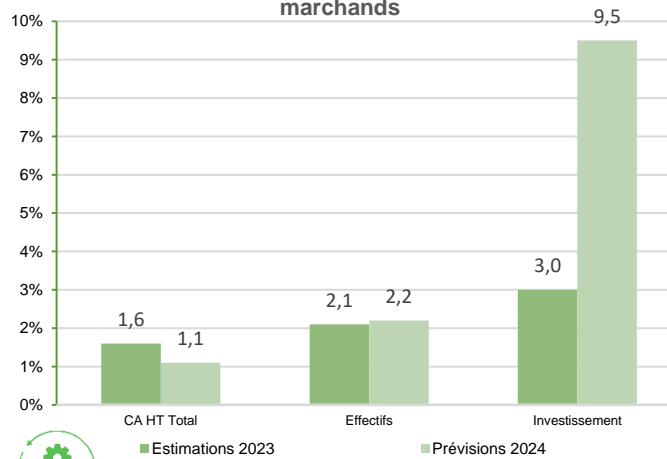
**2024 :** +0,4%

## Situation régionale

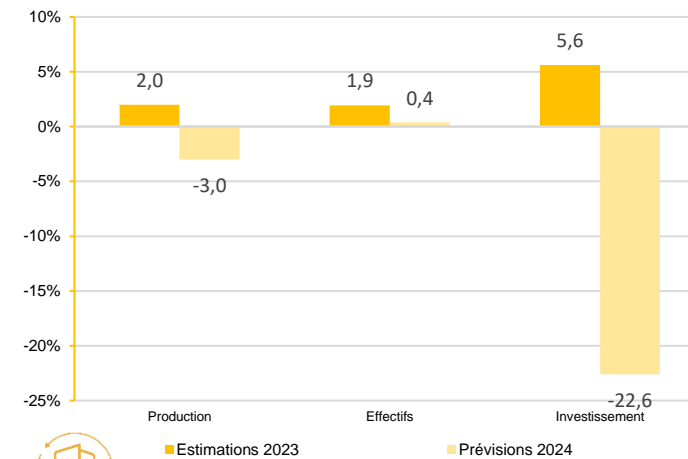
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

### Points Clefs

Cette étude a été réalisée courant décembre 2023 et janvier 2024 par les succursales d'Ajaccio et de Bastia auprès d'un échantillon d'entreprises (1700) des secteurs représentatifs de l'économie Corse. Les résultats montrent que l'économie insulaire, dans un contexte de forte inflation, a résisté. Elle s'est inscrite sur une trajectoire de faible évolution de l'activité en écho au ralentissement de la croissance internationale et nationale. Cette tendance régionale trouve son origine dans une saison touristique moins active. Les répercussions ont été significatives sur de nombreuses filières bien au-delà des services comme l'industrie agroalimentaire et la Construction.

Même si la rareté de la main d'œuvre est restée une difficulté pour l'ensemble des secteurs économiques, l'emploi montre une croissance mesurée.

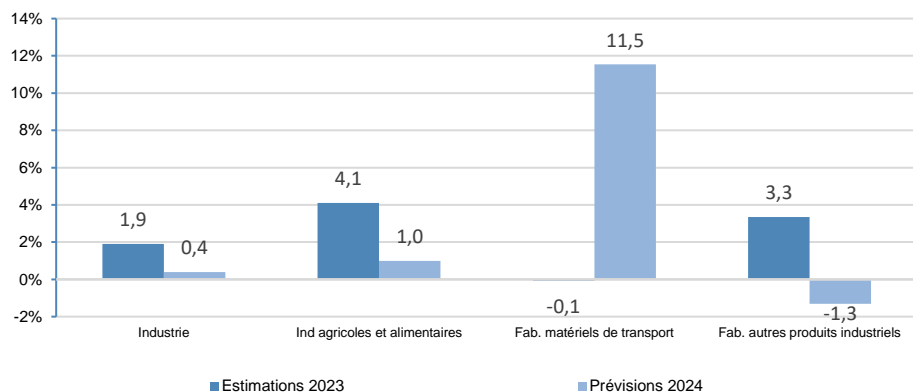
En matière de dépenses d'investissement et dans un contexte empreint de fortes incertitudes, les enveloppes ont été contenues dans toutes les filières.



## Synthèse de l'Industrie

Dans un contexte de forte inflation qui a impacté la croissance mondiale et nationale en 2023 et face à une demande plus instable, l'activité n'a quasiment pas évolué en 2023. Ce sont majoritairement les filières de l'agroalimentaire et des autres produits industriels qui préservent une tendance positive. En 2024, l'économie insulaire évoluerait dans de faibles proportions, beaucoup d'incertitudes n'étant pas levées.

Évolution du chiffre d'affaires



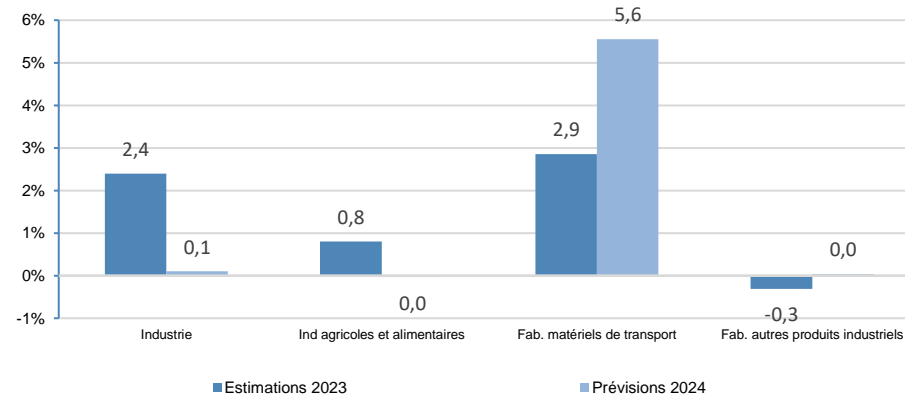
Dans un contexte économique marqué par une inflation installée qui a atteint son pic en 2023, la croissance ralentit. Les industries insulaires enregistrent une activité mesurée par le chiffre d'affaires (volumes\*prix) qui évoluerait faiblement. Ce sont les secteurs de l'industrie agroalimentaire ou des autres produits industriels (Métallurgie, travail du bois, fabrication d'éléments en béton) qui soutiennent cette évolution.

La persistance de fortes incertitudes en 2024 conduit les chefs d'entreprise à anticiper un nouveau ralentissement. Les industries de fabrication des matériels de transport profiteraient d'une demande soutenue de compagnies aériennes.

Après plusieurs exercices où la création d'emplois a été dynamique, un ralentissement est assez naturellement observé en 2023. C'est la filière de la fabrication de matériels de transport qui enregistre la croissance la plus forte.

En 2024, on observerait une quasi-stabilité de l'emploi. Seule la filière de la fabrication de matériels de transport enregistrerait de nouveau un recrutement plus dynamique.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – INDUSTRIE



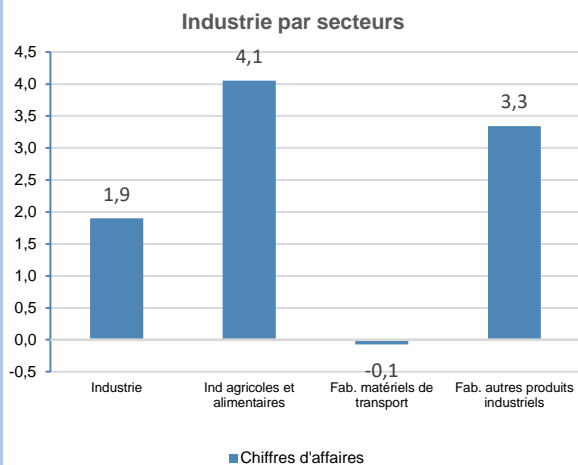
11%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

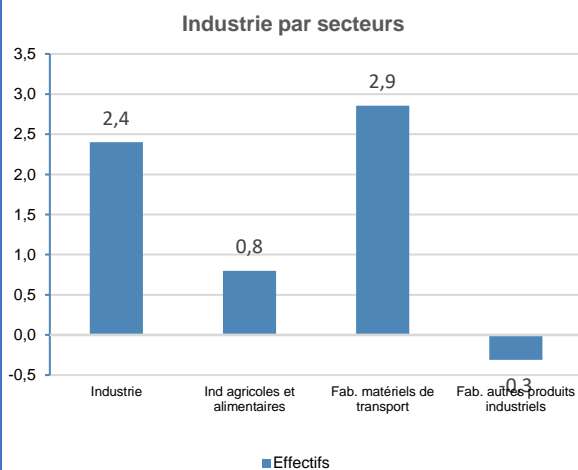
### Chiffre d'affaires.

L'activité mesurée au travers du chiffre d'affaires a globalement faiblement évolué. De plus, les tendances affichées intègrent un effet prix parfois significatif en réaction aux nombreuses hausses de coûts subies. Durant une grande partie de l'année, les capacités de production ont été sous-utilisées.

Les stocks ont été maintenus assez hauts pour tenter de limiter l'impact de difficultés d'approvisionnement persistantes. Les industries de fabrication de matériels de transport ont ainsi été gênées par des ruptures dans certains approvisionnements.



**Bilan 2023**



Malgré la faible croissance de l'activité, une entreprise sur deux déclare encore être concernée par les difficultés de recrutement. Cette situation a aussi pesé sur la création d'emplois.

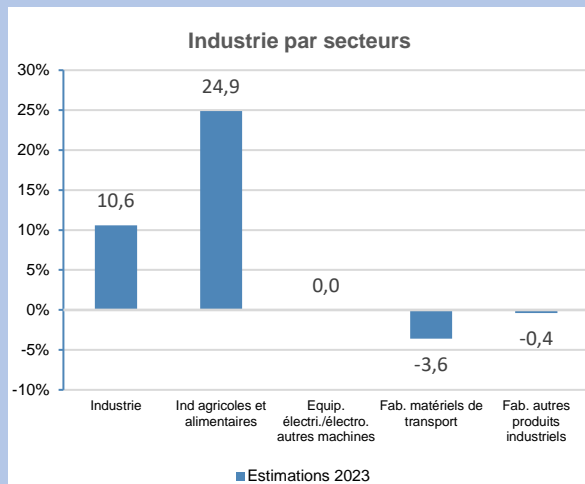
Seul le secteur de la fabrication de matériel de transport a réussi à exploiter son image pour répondre à son besoin de main d'œuvre.

### Effectifs.



**11%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

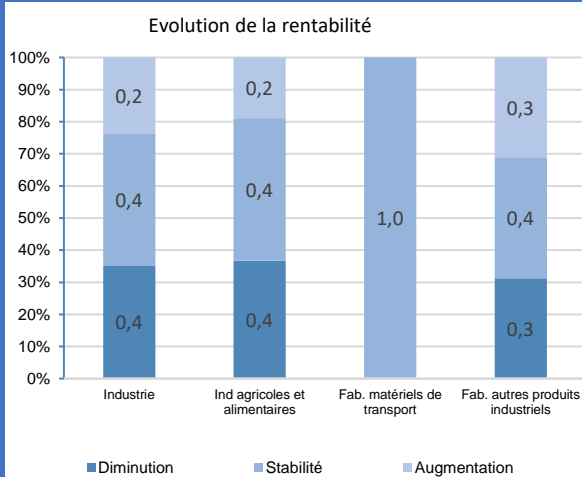
### Évolution des investissements



Des opérations de mises aux normes voire d'accroissement des capacités productives expliquent la progression des budgets dans la filière des industries agroalimentaires. Les autres filières, dans un contexte plus incertain, ont fortement limité leurs dépenses, en retrait par rapport à 2022 pour les industries de fabrication de matériels de transport.



### Bilan 2023



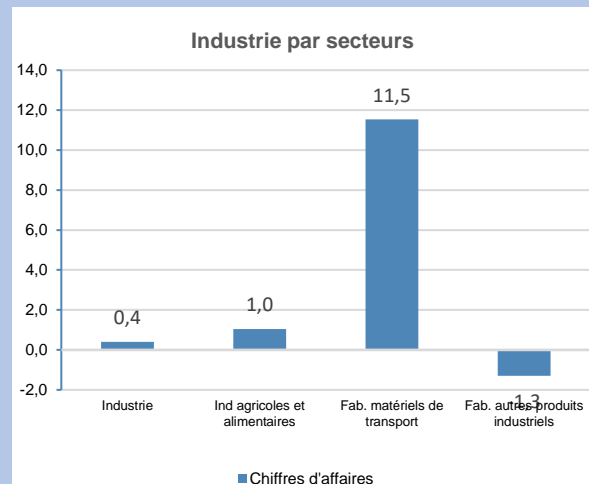
La hausse de l'inflation sur les intrants a atteint des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis plus de 10 ans. Ces surcoûts n'ont souvent pas pu être répercutés sur les prix de vente dans un contexte de baisse de la demande. Une part significative d'entreprises a vu sa rentabilité se tasser ou au mieux se stabiliser.

La répercussion des différentes hausses sur les prix des produits finis devrait s'étaler jusqu'en 2024.

### Rentabilité



**11%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région

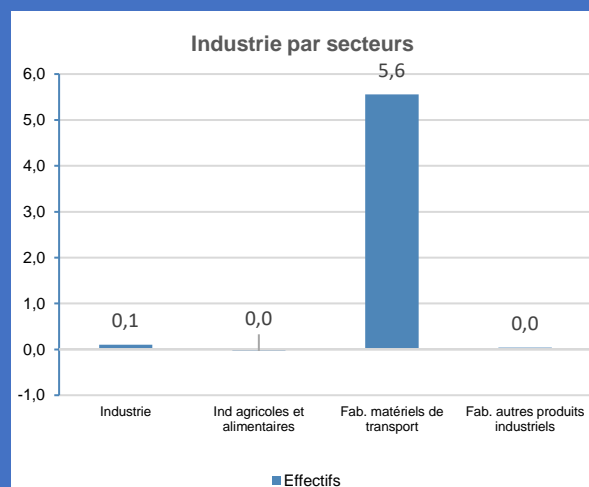


### Chiffre d'affaires.

Même si on observe en France ou sur d'autres zones un repli de l'inflation, les perturbations qui en découlent limitent un cycle expansionniste. Les chefs d'entreprise anticipent une faible croissance en 2024 en Corse tout comme sur d'autres zones économiques. Seules les industries de fabrication de matériels de transport tirées par un marché porteur afficheront une nette croissance d'activité.



### Perspectives 2024



En phase avec les perspectives de croissance anticipées et un manque de visibilité en termes de carnets de commandes, les chefs d'entreprises annoncent dans leur grande majorité une stabilité de leurs effectifs.

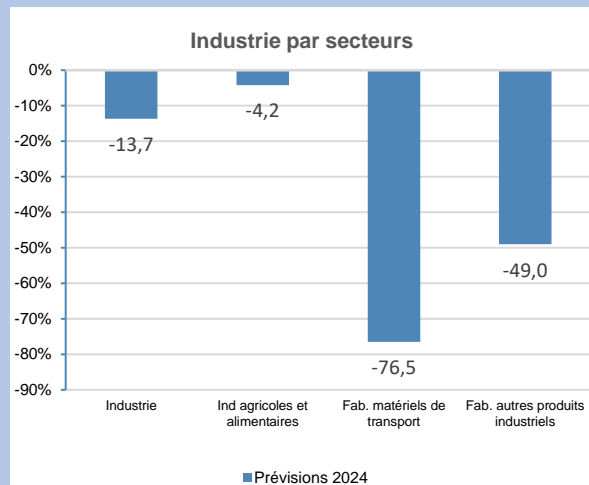
Seule la filière de la fabrication de matériels de transport est sur un plan d'embauches dynamique pour répondre à une demande internationale active.

### Effectifs.





**11%**  
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés  
aux effectifs salariés de la région



### Investissements

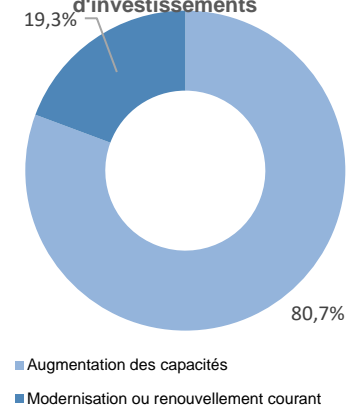
La fin d'un programme d'investissement dans la fabrication de matériels de transport et un marché plus incertain dans la fabrication d'éléments en béton expliquent le fort recul anticipé des dépenses d'investissement.

### Orientation des prévisions

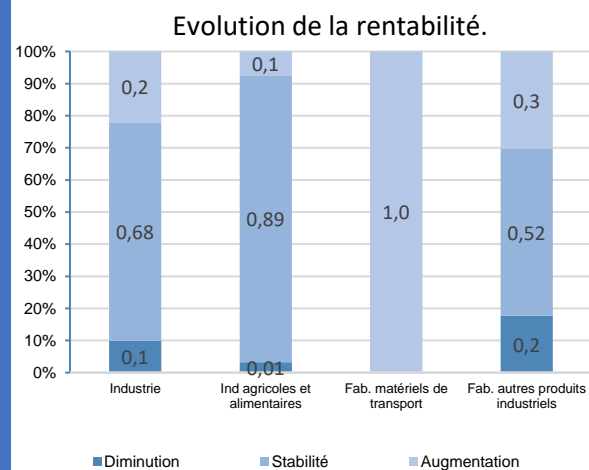
De manière assez surprenante, la majorité des industriels privilégie dans leurs décisions d'investissement l'augmentation des capacités.

Cette stratégie permettra de répondre plus rapidement, le moment venu, à une demande plus favorablement orientée.

#### Orientation des prévisions d'investissements



## Perspectives 2024



Alors que l'inflation va décélérer en 2024, les industriels vont finir de répercuter sur les prix de vente les hausses de coûts passées.

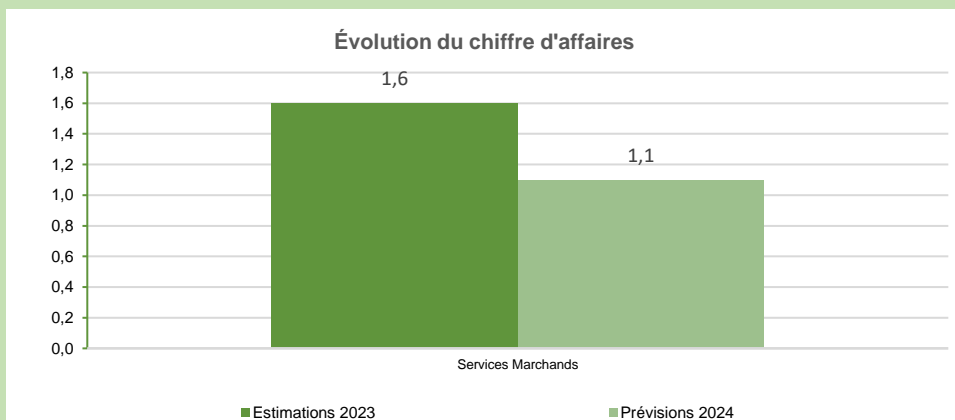
Dans ce contexte plus stable, une majorité d'entreprises anticipe une stabilité voire un accroissement des marges.

### Rentabilité



## Synthèse des services marchands

Après une année 2022 caractérisée par le rebond de l'économie insulaire, l'année 2023 marque le pas avec une saison touristique en demi-teinte consécutive à une demande continentale en retrait. De plus, la forte hausse de l'inflation a impacté défavorablement les marges, les répercussions sur le prix des prestations n'étant que partielles. De fait, de nombreuses filières en amont ou en aval de ce secteur prépondérant en Corse enregistrent un frein en termes de croissance. La politique de recrutements reste toujours contrainte par les difficultés à pourvoir les emplois dans les différentes catégories.

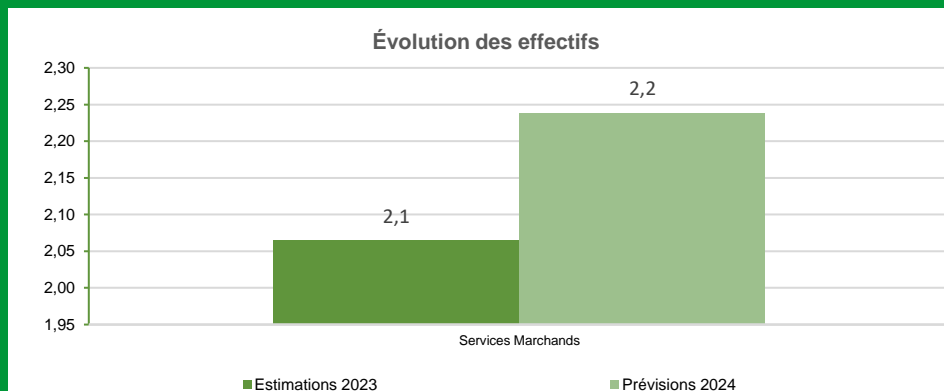


Comme anticipé, les activités liées au tourisme ont enregistré un rythme de croissance faible en regard de leur potentiel. En effet, dans un contexte de forte inflation, la demande a connu une érosion du volume de transactions. On notera néanmoins que les secteurs du conseil et de l'ingénierie sont plutôt restés porteurs.

Pour 2024, les professionnels sont prudents dans leurs prévisions et se positionnent sur une très légère croissance d'activité.

En 2023, les besoins de recrutements des différentes filières sont restés importants en début de période. Les professionnels ont ensuite perçu la décélération de l'activité mais ont cherché à maintenir les emplois. Cette dynamique a été plus marquée dans les métiers de l'ingénierie, de la création de logiciels et du conseil.

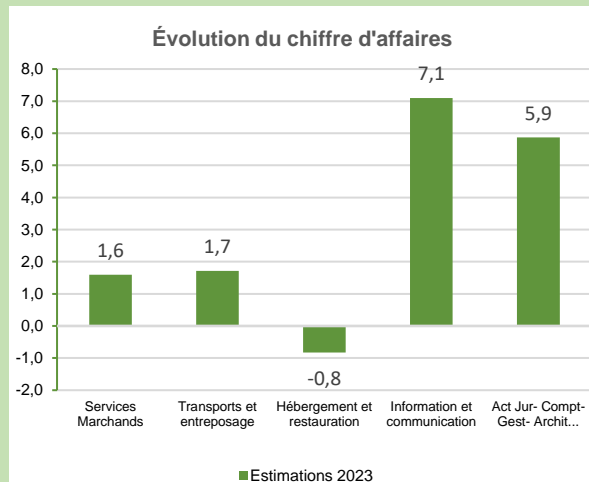
Pour 2024, les perspectives de la prochaine saison sont encore floues. Les aléas sur l'évolution de l'inflation, la croissance mais aussi les risques géopolitiques sont toujours sources d'inquiétudes pour les touristes potentiels. L'emploi pourrait malgré tout encore progresser mais dans de faibles proportions.





60%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



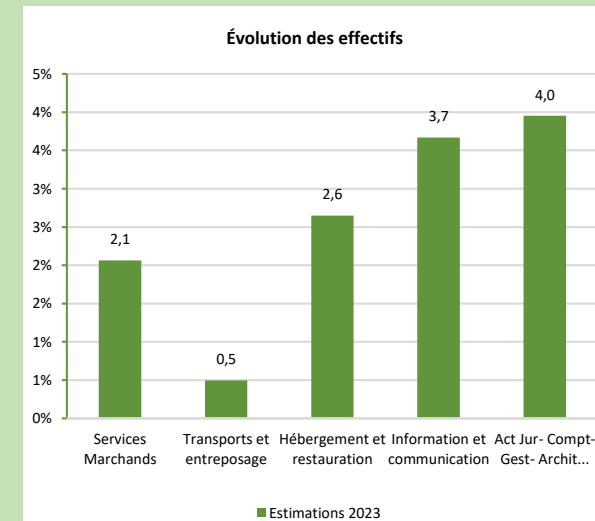
## Chiffre d'affaires

L'activité économique en Corse a été rythmée par une saison touristique en retrait par rapport à 2022. Deux facteurs expliquent cette situation : la moindre fréquentation et des durées de séjour plus courtes. Le secteur de l'hôtellerie-restauration affiche une baisse d'activité. Le secteur du transport encore en hausse affiche une forte décélération. Les activités liées à l'ingénierie, la création de logiciels et le conseil ont été les filières les plus dynamiques en 2023.

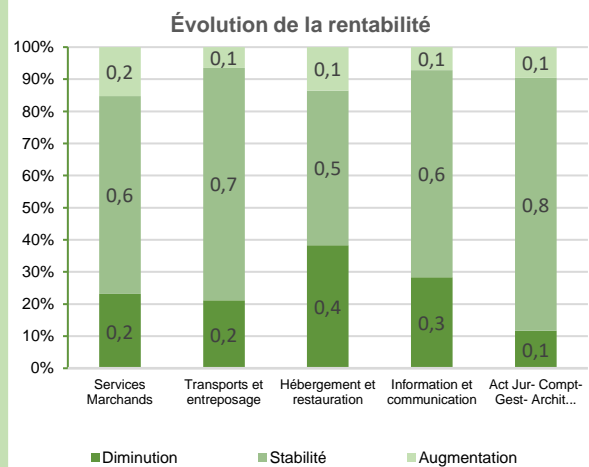
## Effectifs

Comme au niveau national, la création d'emplois décélère en Corse en 2023.

Alors qu'une grande majorité de filières demeure en création nette positive, ce sont les filières de la communication et du conseil qui ont affiché les taux de croissance les plus importants.



## Bilan 2023



En 2023, la forte hausse de l'inflation, qui n'avait plus été observée depuis plus de 10 ans, a impacté négativement les marges des professionnels.

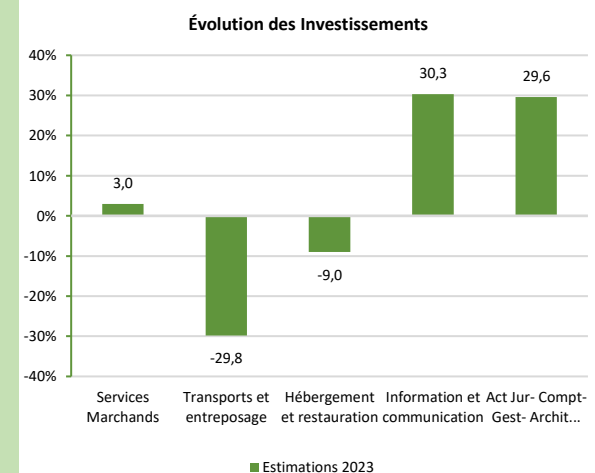
Les filières de l'hébergement et la restauration ont été les plus affectées, près de 40% des établissements annoncent une baisse de leurs marges.

Au global, le statu quo prévaut avec 60% des entreprises qui déclarent avoir stabilisé leurs marges.

## Rentabilité

Pendant la crise sanitaire (2021-2022), de nombreuses entreprises avaient profité de cette période pour investir dans l'accroissement et la mise aux normes des installations.

Depuis, nous observons des dépenses d'investissement plus mesurées. Seules les filières de la communication et de l'ingénierie sont en phase d'investissement.



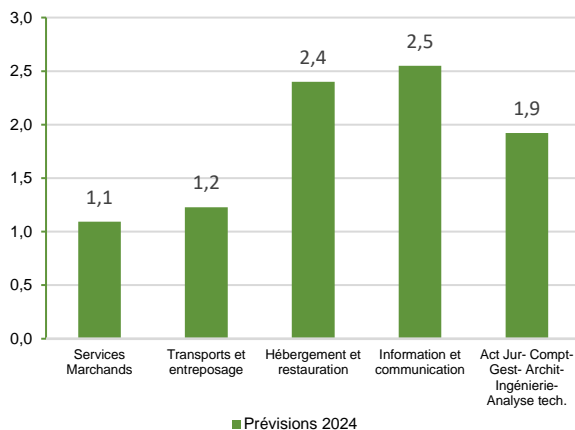
## Investissements



60%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



### Chiffre d'affaires

Pour 2024, l'attentisme ambiant pèse sur les projections des chefs d'entreprise.

Les filières de la communication et du conseil seront encore bien orientées mais avec une évolution plus lente qu'en 2023.

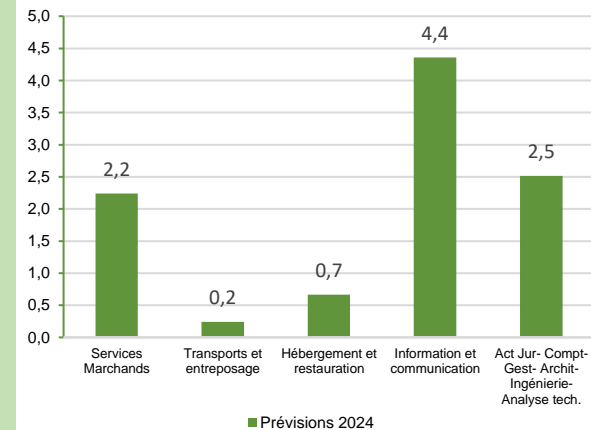
Pour l'hébergement et la restauration un redressement du chiffre d'affaires est envisagé.

### Effectifs

Les difficultés de recrutement demeurent mais la situation s'avère progressivement moins tendue.

Pour 2024, on devrait observer une évolution globale similaire à celle de 2023. Le secteur de la communication serait le principal créateur d'emplois.

Évolution des effectifs



### Perspectives 2024

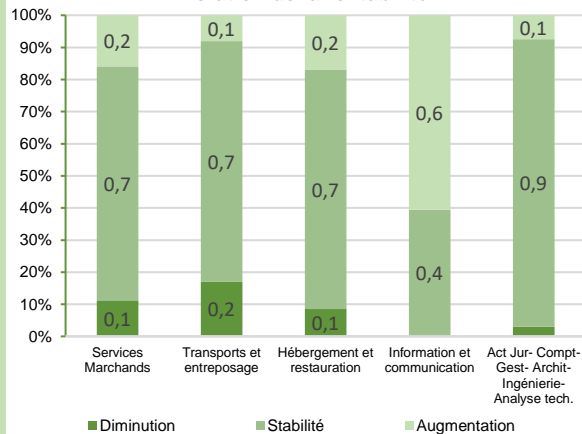
Face à de faibles prévisions de croissance en France, les professionnels sont prudents et anticipent une stabilité des marges.

Pour autant, cela passera souvent par des augmentations tarifaires visant à terminer la répercussion des hausses de coûts passées (prix de l'énergie, transport, salaires etc...).

La dépense d'investissement progresserait en 2024 mais de façon contenue ; seul le secteur de la communication serait en hausse.

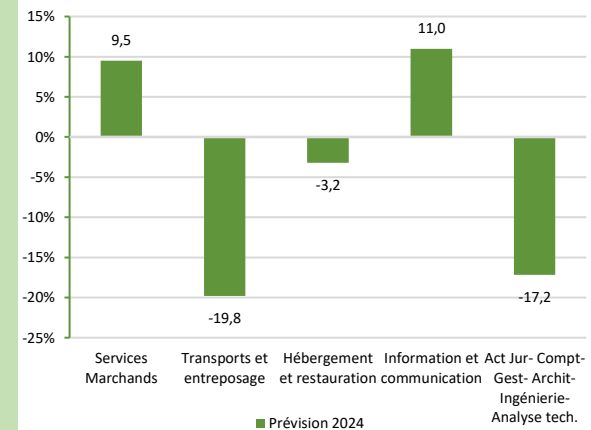
Pour les autres filières, les importants investissements réalisés pendant la crise sanitaire, notamment dans l'hôtellerie-restauration et le transport, expliquent les ajustements anticipés à la baisse.

Évolution de la rentabilité



### Rentabilité

Évolution des Investissements

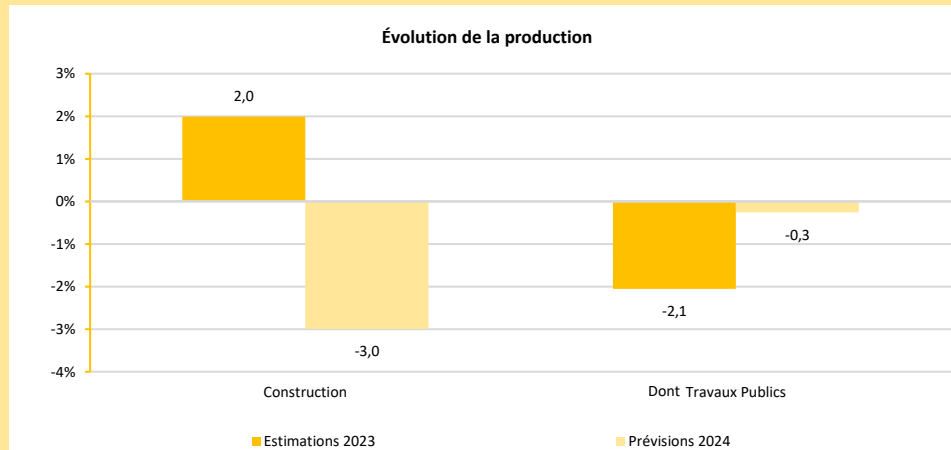


### Investissements



## Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

Aussi bien dans la filière du bâtiment que dans celle des travaux publics, l'année a été caractérisée par une demande qui s'est érodée de mois en mois. Le niveau du carnet de commandes publiques et privées se situe en deçà de son seuil d'équilibre. De plus, la forte hausse des prix des intrants (acier, ciment, granulats, bois, plastique etc...) et la très partielle répercussion sur les prix des devis a pesé sur les marges qui se dégradent. L'emploi évolue faiblement et dans ce contexte d'incertitudes, les dépenses d'investissement sont limitées.

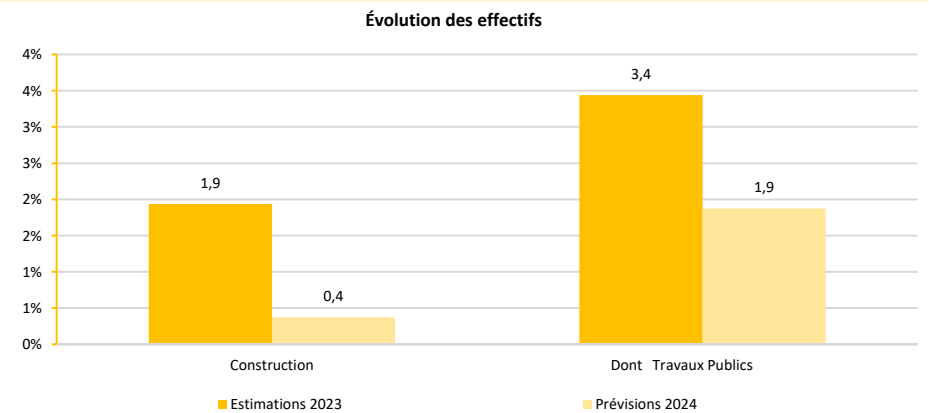


En 2023, l'activité mesurée au travers de l'évolution de la production totale progresse faiblement de 2,2% dans la Construction dont +3,2% dans le bâtiment et -1,8% dans les travaux publics. Au final, si on neutralisait l'effet de l'inflation, les volumes seraient en recul pour toutes les branches. Cette évolution résulte d'une demande qui recule pour se situer en fin d'année en deçà de son seuil d'équilibre.

En 2024, face à la volatilité du marché et la raréfaction des chantiers liés à la baisse de la commande publique et privée, l'inquiétude monte dans toute la profession. En effet, à l'horizon de la fin du 1er semestre 2024, la situation s'annonce déjà compliquée. C'est pourquoi à ce stade, les professionnels de toutes les filières anticipent une baisse de la production (gros-œuvre, second-œuvre et travaux publics).

En 2023, les besoins en recrutement sont restés positifs aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics. Pour autant, les freins au recrutement, particulièrement présents pour ces professions, sont restés sensibles. L'équilibre n'a été obtenu qu'avec un recours à l'intérim et à la main d'œuvre hors zone euro. Au final, l'emploi progresse plus nettement dans le second œuvre et les travaux publics.

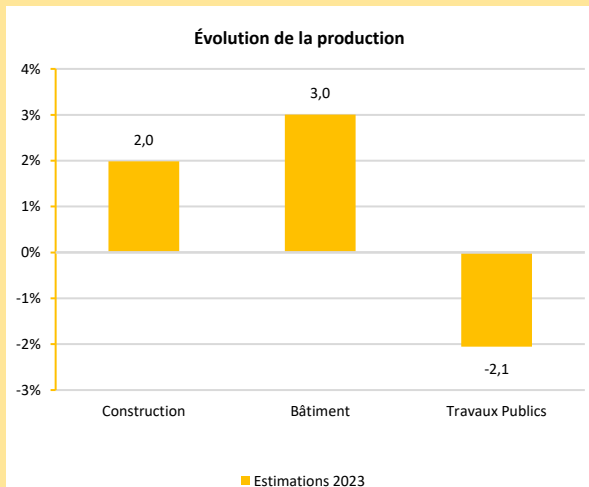
En 2024, face aux incertitudes persistantes et à carnet de commandes toujours peu étoffé, la création d'emploi serait quasiment nulle. Seules dans les filières du second œuvre et des travaux publics, une tendance encore légèrement positive serait observée.





25%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



### Production totale.

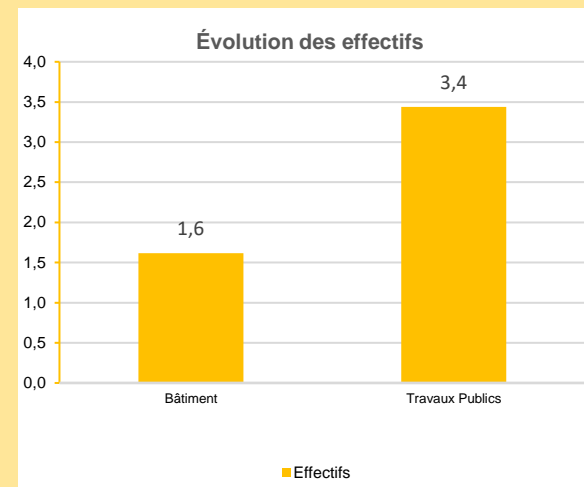
En 2023, la demande a été soutenue dans le second œuvre du bâtiment grâce aux différents plans relatifs à la sobriété énergétique. L'activité (+9,9%) apparaît donc beaucoup plus active que dans le gros œuvre (-2,9%).

Dans les travaux publics, la faiblesse de la demande publique et privée en 2<sup>ème</sup> partie d'année a pesé sur la production en baisse de 2,1%.

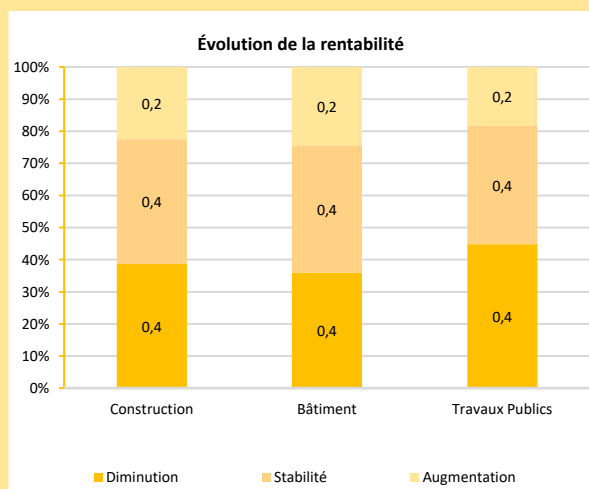
Dans un contexte de forte hausse des prix des matières premières et de l'énergie, la répercussion sur les devis n'a souvent été que partielle.

### Effectifs.

Les difficultés de recrutement dans les différentes filières du BTP sont restées importantes (réponse de près de 50% de l'échantillon). Les besoins concernent tous les corps de métier. Face à la pénurie de main d'œuvre, le recours à de la main d'œuvre extérieure (intérim et MO hors zone euro) a été observé. Au final, l'emploi progresse mais de façon moindre que les années passées. Ce sont majoritairement les filières du second œuvre et des travaux publics qui ont été créatrices d'emplois.



### Bilan 2023

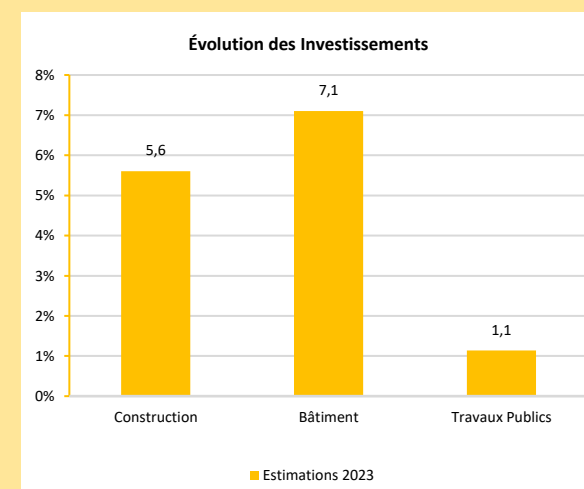


Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023, la forte hausse des prix des intrants, de l'énergie et des salaires n'a été répercutée que très progressivement.

De fait, le niveau de la rentabilité est jugé en recul pour 40% des entreprises (le double de 2022), aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics.

### Rentabilité

Dans un contexte de moindre visibilité, les budgets d'investissement ont été contraints. Ils se sont limités au remplacement ou à la mise aux normes des installations. La dépense a été divisée par 5 par rapport à l'an passé dans la construction. Dans les travaux publics, où la dépense est la plus importante (50% de l'ensemble), la réduction est également forte avec un recul de 38 points par rapport à 2022.



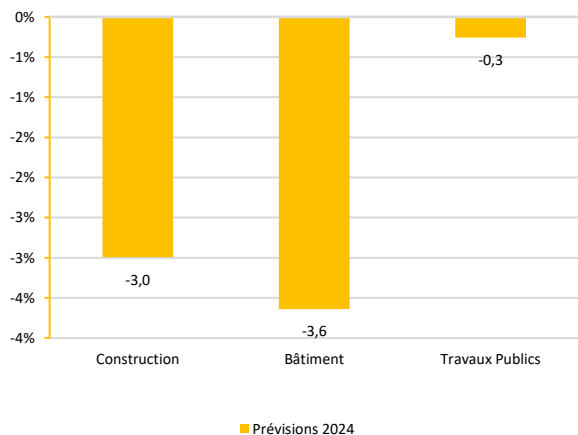
### Investissements



25%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



### Production totale

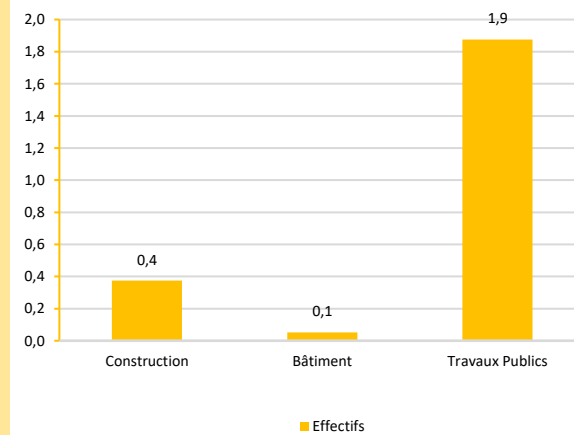
Baisse de la demande publique et privée et incertitudes au-delà de la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2024 conduisent les professionnels à anticiper un retrait de la production, plus marquée dans le bâtiment que les travaux publics.

### Effectifs, dont intérim

Face à des perspectives moins porteuses en termes d'activité, les chefs d'entreprise vont au mieux stabiliser l'emploi en 2024.

Seule la filière des travaux publics aurait un besoin de main d'œuvre plus important en raison de nombreux départs à la retraite.

Évolution des effectifs



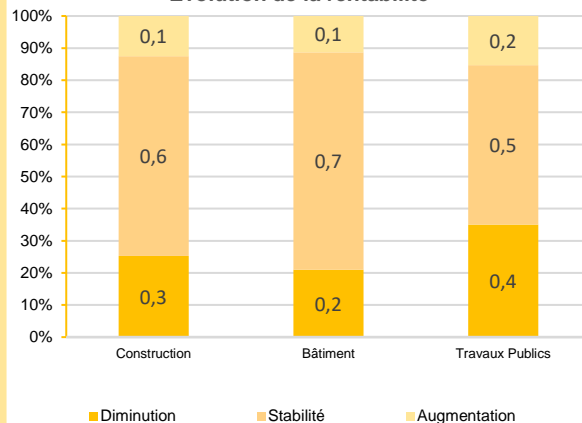
### Perspectives 2024

Le mouvement de hausse des prix des intrants s'est stabilisé voire débute une lente érosion. Les chefs d'entreprise envisagent de poursuivre la hausse sur les prix des devis afin de terminer la répercussion des augmentations passées de coûts. Le niveau des marges orientées à la baisse depuis 2023 pourrait se stabiliser pour 60 % du panel. Cette situation serait plus tendue dans les travaux publics avec 40 % des entreprises qui s'attendent encore à une baisse de leurs marges.

Le niveau des carnets de commandes a amorcé en 2023 sa pente baissière, il se situe aujourd'hui en deçà de son seuil d'équilibre.

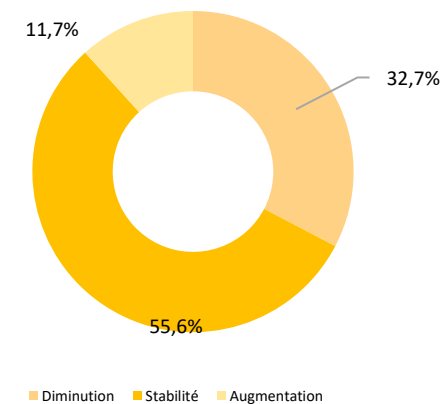
Plus de 32% des chefs d'entreprises anticipent pour 2024 une nouvelle baisse de leur carnet de commandes, perception très homogène entre le gros-œuvre, second-œuvre et travaux publics.

Évolution de la rentabilité



### Rentabilité

Évolution des carnets de commandes



### Carnets de commandes



## Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2022-2023-2024).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

### 761 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 19 562 personnes et un chiffre d'affaires global de 3,560 Md€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	121	2 649	5 372	49%
Dont Ind Agricoles et Alimentaires	47	1030	2 532	41%
Dont Fab. Matériel de transport		160	170	94%
Dont Fab. Autres produits industriels	47	1459	2 670	55%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	435	12960	31 862	41%
Dont Transport et entreposage	65	4 573	6 846	67%
Dont Hébergement et restauration	207	3 093	7 289	42%
Dont Activités spécialisées, scientifique, technique	158	5294	17 727	30%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	207	4 079	12 282	33%
Bâtiment	164	2 855	9 782	29%
Gros oeuvre	82	1 588	4 969	32%
Second oeuvre	82	1 267	4 813	26%
Travaux publics	43	1 224	750	100%







Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	<a href="#">Crédits aux particuliers</a> <a href="#">Accès des entreprises au crédit</a> <a href="#">Crédits par taille d'entreprises</a> <a href="#">Financement des SNF</a> <a href="#">Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales</a> <a href="#">Crédits aux sociétés non financières</a>
 Épargne	<a href="#">Taux de rémunération des dépôts bancaires</a> <a href="#">Performance des OPC - France</a> <a href="#">Épargne des ménages</a> <a href="#">Évolutions monétaires France</a>
 Chiffres clés France et étranger	<a href="#">Défaillances d'entreprises</a> <a href="#">Principaux indicateurs économiques et financiers</a>
 Conjoncture	<a href="#">Tendances régionales en Corse</a> <a href="#">Conjoncture Industrie, services et bâtiment</a> <a href="#">Enquête sur le commerce de détail</a>
 Balance des paiements	<a href="#">Balance des paiements de la France</a>

**Banque de France  
Service des Affaires Régionales**

*8 rue du Sergent Casalonga BP315 - 20177 - AJACCIO CEDEX 1*

 **04.95.51.72.50**

 **BDF-Conjoncture-Corse@banque-france.fr**

**Rédacteur en chef**

Bernard BENITEZ, Directeur des Affaires Régionales

**Directeur de la publication**

Jean-Luc CHAUSSIVERT, Directeur Régional

